



Veuillez cliquer sur le bouton "imprimer" de votre navigateur.

Courrier international - n° 911 - 17 avr. 2008

Dossier / Crise alimentaire : Comment en sortir

ENTRETIEN - Il faut réglementer l'activité des investisseurs

Abdul Reza Abbassian, économiste en chef de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), revient sur les mesures qu'impose la crise alimentaire.

LE TEMPS L'envolée des prix agricoles annonce-t-elle l'entrée dans une ère de pénurie durable ?
 ABDUL REZA ABBASSIAN N'exagérons pas la crise. L'apocalypse malthusienne n'est pas en train de se produire ! La planète dispose encore d'assez de terres arables, et ces tensions sur les prix ont très peu de chances de s'inscrire dans la durée. Nous nous attendons à ce que les cultivateurs accroissent énormément leur production cette année, ce qui, sans nouvel incident climatique, va venir apaiser les cours. La baisse sera graduelle, car il faudra attendre une campagne complète pour que les stocks soient reconstitués.

Où réside le problème, alors ?

Dans l'incertitude entourant la bulle qui s'est formée. Elle explique pourquoi les gouvernements précipitent leurs achats de céréales, pourquoi les exportateurs de riz remettent à plus tard la commercialisation des récoltes.

Comment y remédier ?

Tout d'abord, il faut réorganiser la constitution du filet de sécurité que représentent des stocks bien approvisionnés pour les pays importateurs. Au fil du temps, ce sont les surplus provoqués aux Etats-Unis et en Europe par les subventions à l'agriculture qui ont joué ce rôle d'amortisseurs des fluctuations de prix. Or ces politiques agricoles sont aujourd'hui révisées. Résultat, il suffit que l'Australie produise 10 millions de tonnes de blé de moins que prévu – un manque modeste – pour mettre le feu aux poudres !

Cette incertitude ne remet-elle pas en cause la gestion des approvisionnements par le biais d'un mécanisme de marchés à terme pervers par les fonds spéculatifs ?

Tout le dilemme est que l'on a besoin du système de marché, mais que l'on ne peut plus laisser la gestion d'approvisionnements aussi stratégiques que l'alimentation au seul secteur privé. Les fonds d'investissement voient les produits agricoles comme une matière première comme les autres, sur laquelle investir. Ce n'est pas vrai ! Leurs intérêts coïncident rarement avec ceux des plus pauvres. Et les mouvements imprévisibles de prix spéculatifs ont des effets sociaux dramatiques. Ces marchés à terme sont un instrument indispensable. Nous avons même essayé, avec la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement [CNUCED], de convertir les pays les plus pauvres à leur utilisation. Depuis deux ans, leur "financiarisation" nous a malheureusement forcés à nous interroger sur leur intérêt. Il faut réguler l'accès [de ces marchés] aux fonds d'investissement, contrôler les intervenants qui y opèrent. Cette demande n'a rien de révolutionnaire et présente beaucoup de similarités avec la volonté de régulation des marchés financiers qui voit le jour à la suite de la crise des subprimes.

Pierre-Alexandre Sallier
Le Temps

© Courrier international 2008 | ISSN de la publication électronique : 1768-3076